



**AgEcon** SEARCH  
RESEARCH IN AGRICULTURAL & APPLIED ECONOMICS

*The World's Largest Open Access Agricultural & Applied Economics Digital Library*

**This document is discoverable and free to researchers across the globe due to the work of AgEcon Search.**

**Help ensure our sustainability.**

Give to AgEcon Search

AgEcon Search

<http://ageconsearch.umn.edu>

[aesearch@umn.edu](mailto:aesearch@umn.edu)

*Papers downloaded from **AgEcon Search** may be used for non-commercial purposes and personal study only. No other use, including posting to another Internet site, is permitted without permission from the copyright owner (not AgEcon Search), or as allowed under the provisions of Fair Use, U.S. Copyright Act, Title 17 U.S.C.*

*No endorsement of AgEcon Search or its fundraising activities by the author(s) of the following work or their employer(s) is intended or implied.*

## Thèmes de discussion

Henri Mendras

---

### Citer ce document / Cite this document :

Mendras Henri. Thèmes de discussion. In: Économie rurale. N°103, 1974. A quoi servent les sociologues ruraux? pp. 24-25;

[https://www.persee.fr/doc/ecoru\\_0013-0559\\_1974\\_num\\_103\\_1\\_2248](https://www.persee.fr/doc/ecoru_0013-0559_1974_num_103_1_2248)

---

Fichier pdf généré le 08/05/2018

# EN QUOI LES ETUDES LOCALES PERMETTENT-ELLES DE COMPRENDRE LE CHANGEMENT ?

Thèmes de discussion proposés par H. MENDRAS

1. Le contraste est frappant entre la **massification** du marché économique des comportements et de la culture d'une part, et la **diversité** des évolutions régionales et locales d'autre part. Economistes et responsables politiques s'étonnent des effets de cette démultiplication de leurs analyses et de leurs décisions qui aboutissent parfois à des résultats inverses de ceux escomptés.

En effet, **les mesures de politique agricole ne** sont efficaces que dans la mesure où elles rencontrent les besoins des agriculteurs et qu'elles s'insèrent dans les mécanismes des sociétés locales, sinon celles-ci les détournent de leurs objectifs globaux pour les faire servir à leurs besoins particuliers : la politique foncière et l'indemnité viagère de départ sont exemplaires de ces phénomènes.

2. Les études sociologiques de changement dans les collectivités locales permettent de jeter quelques lumières sur ces mécanismes de réinterprétation par un système social local d'un stimulus extérieur. Pour l'instant nous disposons d'études macro-historiques et macro-économiques du changement global et d'études psycho-sociologiques sur les attitudes individuelles et les mécanismes de décision mais de **peu d'études de changement global à l'échelon régional et local**. Or c'est à cet échelon que s'opère la rencontre entre tendances globales et traditions locales et que les changements collectifs et structurels se font.

Les enquêtes exploratoires et comparatives menées par le Groupe de Sociologie Rurale ont conduit à conclure que les dix collectivités étudiées " mettent en relief, au-delà de toute attente, une surprenante diversité des modèles, des agencements, des mécanismes et des évolutions.. et font preuve d'une étonnante capacité à assimiler les innovations et les changements, parfois médicaux, sans remettre en question, pour l'heure, leurs traits et leurs mécanismes structuraux... " ; ... " elles donnent le sentiment que la diversité sociale sera demain au moins aussi grande qu'hier " (les collectivités rurales françaises, A. Colin, p. 163-164).

3. **Les enquêtes de diffusion des innovations** mises au point par les psychosociologues américains visaient à accélérer le rythme du changement. Ces études de communication et d'influence étaient adaptées à des sociétés à changements rapides. Elles se sont révélées décevantes dans les sociétés paysannes dont les systèmes de communication sont étroitement liés à la hiérarchie sociale, aux fonctions économiques et au pouvoir : toutes les études menées en Europe occidentale et orientale ainsi que

dans la paysannerie du Tiers-Monde le montrent. Il a fallu réinsérer la problématique et les outils de recherche dans une analyse globale de la société réceptrice de l'innovation et on en est arrivé ainsi à montrer qu'elle n'était pas passive mais active dans le mécanisme d'innovation. Qu'il s'agisse du maïs hybride, de la machine à traire ou des productions sous contrats, nos études montrent que chaque société choisit ses innovations et en refuse d'autres et que les transformations sociales qui en résultent varient d'une société à l'autre. Ce n'est pas hasard que tel canton du Morbihan a la plus forte densité de poulaillers industriels, tandis que tel canton vendéen, après avoir essayé, n'en a aucun.

4. **Les rapports entre les classes agraires** paraissent être les ressorts principaux de la dynamique des sociétés paysannes. Quelques études permettent d'esquisser une théorie du changement de ce point de vue et d'expliquer des structures et des situations présentes. Le plus souvent, les changements n'ont pu se faire que par le remplacement d'une classe par une autre et aujourd'hui encore de nouveaux cliques et de nouveaux réseaux se créent.

Toutefois les modèles anciens de rapports de classes et de comportements individuels et collectifs survivent aux classes qui les ont mis en vigueur et continuent à commander les attitudes politiques et les mécanismes de changement. Par exemple, en Armagnac, les propriétaires exploitants d'aujourd'hui sont les descendants des métayers du XVII<sup>e</sup> dont ils ont conservé les habitudes de mobilité, et le village lorrain s'organise aujourd'hui en rapports entre exploitants agricoles et ouvriers d'industrie, comme hier entre laboureurs et manouvriers.

On assiste actuellement à la naissance de nouveaux groupes : agriculteurs modernistes contre les exploitants en voie de prolétarianisation qui ont souvent plusieurs activités, autochtones et " vacanciers ", et surtout on voit se dégager de " nouveaux notables ". Elus locaux et dirigeants professionnels, syndicaux ou culturels (conseillers généraux, députés, " arrondissementiers ", maires de petites villes, industriels, commerçants, directeurs de coopératives, dirigeants paysans, etc...) peuplent le Conseil Général et les innombrables commissions départementales et intercommunales ; les organismes professionnels courtisent le préfet et ses services. Ils commencent à former un groupe (peut-être une classe) qui se connaît, qui a son idéologie et ses intérêts et que le sénateur rural a le sentiment de représenter au Palais du Luxembourg.

Sur la scène locale et départementale, **l'identification des groupes en tant qu'acteurs du changement, l'analyse de leurs stratégies et des modèles culturels qui s'imposent à leurs comportements**, est un domaine d'élection pour le sociologue. Des recherches précises et comparatives permettraient d'arriver non seulement à expliquer le passé mais même de prévoir : compte-tenu de l'échiquier, des règles du jeu, des intérêts et des stratégies des acteurs, on peut simuler les réactions de ces derniers en face d'un changement.

**5. A première vue, la diversité des systèmes culturels régionaux** paraît aujourd'hui oblitérée par les grandes forces d'homogénéisation de notre civilisation. Or des études locales semblent montrer au contraire que chaque système sert de médiateur au changement et s'en trouve revitalisé et confirmé dans son originalité. Ainsi s'explique que les évolutions d'ensemble ne soient pas incompatibles avec des changements locaux divergents. L'exemple de l'insertion de la télévision dans différentes sociétés rurales françaises est instructif à cet égard.

La permanence des rapports de parenté et de la structure du groupe familial est un autre facteur de continuité puisque c'est à travers eux que se transmettent les valeurs et les normes de comportement. Enfin la gestion municipale demeure fidèle à ses traditions et tous les "régimes" politiques se trouvent bien vivants derrière les règles du jeu imposées par une législation et des procédures nationales. Les études que nous avons en cours sur le pouvoir et les mécanismes de décision au village soulignent cette permanence et cette diversité qui sont d'ailleurs confirmées par la géographie électorale et religieuse.

**6. La diversification de la société rurale** paraît contradictoire avec ce maintien des modèles culturels. Si les entrepreneurs agricoles se différencient des artisans agricoles, les uns fournissant des produits de masse à l'industriel qui les usine et les vend et les autres vendant au consommateur des produits finis et raffinés directement consommables ; si les agriculteurs producteurs sont une faible minorité et que des gens ayant d'autres sources de revenus cultivent leur jardin et font de petits élevages pour se nourrir ; si des retraités, des citadins en résidence temporaire, des ouvriers, des commerçants et des tertiaires variés sont en grande majorité, si ce renouvellement de la société locale s'organise en outre en nouvelle hiérarchie, les modèles culturels survivront-ils ? Une société locale peut se renouveler aux deux tiers et garder cependant ses caractéristiques et son système d'organisation et de pou-

voir. Il n'y a donc pas contradiction nécessaire entre ces deux tendances.

**7. En fin de compte, qu'entend-on par société locale rurale ?** Il n'y avait rien de commun entre la grande commune bretonne d'habitat dispersé, le village lorrain groupé et le bourg urbanisé de Provence. L'esquisse présentée autrefois d'une micro-région rurale rassemblant autour d'un bourg-centre une dizaine de milliers d'habitats paraît dépassée : certes, depuis dix ans, les bourgs ont connu une revitalisation remarquable, mais les villages ne sont pas morts pour autant malgré la régression des agriculteurs : "le village" paraît renaître à son tour. Par ailleurs, des moyens de transports et de communications s'intensifient et les institutions de tous ordres entre l'échelon départemental et l'échelon local prolifèrent (Crédit Agricole, coopératives, associations, groupements.. etc..) L'échelle de la carte sociale des campagnes a changé et surtout il ne faut plus penser la société rurale en termes de territoires limités par des frontières comme les habitudes administratives et une "mentalité de propriétaire" nous y inclinent. Il faut penser en termes de circuits et de réseaux de communications, de foyers et de clientèles d'influence, avec noeuds, courts-circuits, obstacles, coupures, **en termes de groupes et d'institutions en rivalité et en conflit** avec leurs intérêts et leurs stratégies.

**8. La bonne gestion d'une société moderne** suppose une **mobilisation des énergies et des initiatives** qui peut se faire au mieux dans le cadre local où la participation du plus grand nombre peut seule être acquise. Par ailleurs, les novations institutionnelles viennent le plus souvent de la base car c'est en essayant de résoudre des problèmes pratiques que des solutions imaginatives peuvent être inventées et expérimentées. Si la réforme régionale n'est pas un simulacre, elle devra descendre jusqu'à l'échelon local : plus les pouvoirs départementaux et régionaux s'étoffent, plus ils ont besoin de porte-parole des intérêts locaux avec qui entretenir le dialogue. Tant que les communes géraient leurs affaires comme elles l'entendaient, les fonctionnaires n'intervenaient que pour des problèmes "politiques". Maintenant on ne peut réparer un chemin sans l'ingénieur du Génie Rural et réciproquement, un PAR, un POS, un SDAU ou un remembrement doivent être discutés et acceptés par "la base", mais qui est cette base ? les citoyens, les municipalités, les notables, les organisations professionnelles,, les comités de défense d'intérêts ? Et on voit venir le moment où les initiatives locales se fédéreront pour concevoir les aménagements régionaux.